



#STOP VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

TOUS ET TOUTES DANS LA RUE ET DANS L'ACTION

Le gouvernement affiche l'égalité femmes-hommes grande cause nationale du quinquennat et annoncera le 25 novembre les mesures du Grenelle contre les violences conjugales. Derrière ces opérations de com', il n'y a pas de véritable volonté politique !

- ✗ 230 000 femmes sont victimes de violences conjugales chaque année.
- ✗ Chaque jour, 10 viols ou tentatives de viols se produisent sur un lieu de travail
- ✗ 80% des femmes disent être victimes de sexisme au travail, 30% de harcèlement sexuel.

Face à cette situation intolérable, le gouvernement n'est pas prêt de mettre fin aux violences sexistes et sexuelles, en écartant de la réflexion globale les violences au travail et les violences intra-familiales, et leurs conséquences sur le travail, en supprimant les instances représentatives du personnel, outils de prévention et de lutte contre les violences et en poursuivant sa politique d'austérité et de casse des services publics !

Agent·e·s de la Fonction publique, nous sommes aussi concerné·es par cette réalité des violences sexistes et sexuelles, sur nos lieux de travail, dans la vie, dans l'exercice de nos missions.

Au travail et dans la vie : propos et comportements sexistes banalisés, faits d'harcèlement ou d'agression non traités ni sanctionnés... les employeurs publics doivent enfin assumer leur responsabilité et mettre en œuvre de véritables mesures pour prévenir les violences et protéger les victimes.

De nouvelles obligations s'imposent:

Thématique obligatoire des plans d'action égalité femmes – hommes élaborés avant fin 2020,

Mise en place de dispositifs de signalement et de traitement, référent.es violences,

Possibilité pour une victime de se faire assister en tant que témoin dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

Nous sommes dans l'attente de voir comment va être mis en œuvre l'accord de 2018.

Ces mesures traduisent en partie les propositions de la CGT mais ne vont pas assez loin. Les plans d'action doivent être accompagnés de budgets dédiés, assortis d'objectifs chiffrés et d'une obligation de résultat. Les dispositifs de signalement et de traitement et les référent.es violences doivent être dotés de réels moyens. Les CHSCT doivent être maintenus et leurs prérogatives et moyens renforcés. Les victimes doivent pouvoir être intervenant.es volontaires à la procédure disciplinaire et pas seulement simples témoins. La protection des victimes doit être pleinement assurée qu'il s'agisse de violences au travail ou dans la vie.

Dans l'exercice des missions publiques, de nombreux agents et agentes font face à des injonctions paradoxales et à un manque de moyens criant pour agir contre les violences sexistes et sexuelles : éducation, travail social, santé, inspection du travail, police, justice...

Les services publics et la Fonction publique doivent être dotés d'effets nécessaires, de formations obligatoires et de réels moyens.

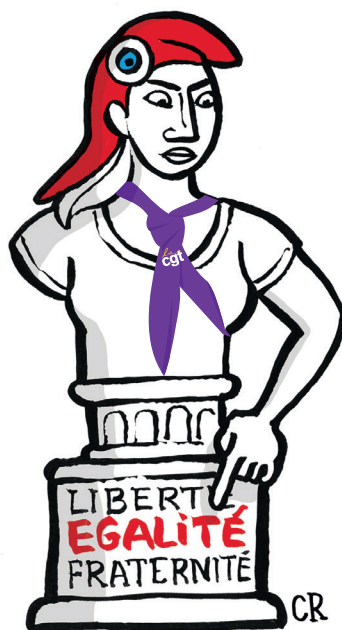
La prévention et l'éducation doivent faire l'objet de politiques publiques fortes pour que les stéréotypes soient déconstruits dès le plus jeune âge et tout au long de la vie. Ces politiques publiques doivent donner à l'inspection du travail tous les moyens d'agir sur les lieux de travail. Elles doivent aussi

assurer une prise en charge de qualité des victimes par les services sociaux, médico-sociaux, hospitaliers, de police, de justice... Elles ne doivent pas non plus faire l'impasse sur l'accompagnement socio-éducatif des agresseurs condamnés pour éviter qu'ils recommettent de nouveaux faits.

La CGT appelle tous et toutes à participer :

- ✓ Massivement à la marche du **samedi 23 novembre** organisée par le collectif **#NousToutes** et exiger 1 Milliard d'euros contre les violences
- ✓ Aux actions sur les lieux de travail le **lundi 25 novembre** à l'occasion de Journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes :
 - Porter un **foulard violet** pour exiger sur nos lieux de travail des mesures de prévention et de protection des victimes
 - Répondre à une consultation <http://www.egalite-professionnelle.cgt.fr/sexisme/> et la diffuser pour ouvrir la parole sur les violences sexistes et sexuelles

TOUS ET TOUTES DANS LA RUE ET DANS L'ACTION POUR LA FIN DES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES AU TRAVAIL ET DANS LA VIE !



Montreuil, le 18 novembre 2019